

Grèce : un pays rançonné par la France et ses banques

Tous les trois ou quatre mois, on nous en reparle : la pauvre Grèce continue à être pressurée. Mais ce qu'on ne nous dit pas, c'est que c'est la France, avec l'Allemagne, qui sont sur le dos de la population grecque.

On entend les mêmes mots pour la Grèce que pour la France : dette, crise, austérité, TVA et autres impôts en hausse, salaires bloqués. Mais ce n'est pas la même chose.

En Grèce, en quelques années, le salaire minimum est passé de 877 à 476 euros. Si on compte la TVA qui a augmenté, les autres impôts, les baisses de salaires, les Grecs ont perdu en moyenne un quart de leur revenu d'avant 2010.

Pire : plus les gens sont pauvres, plus on les a pressurés. Les 10% les plus modestes ont vu leurs revenus fondre de 30 à 50%. Alors que les plus riches, eux, ont perdu moins de 20%.

Derrière ces chiffres, il se passe des choses terribles. Les trois quarts des gens qui ont un travail n'ont plus les moyens de payer pour se soigner. Les gens attendent jusqu'à ce que leur état oblige à aller aux urgences. Mais dans les hôpitaux, le système de santé est démoli : on manque de pellicule pour les radios, de pansements, de gants, de réactif pour les examens. On demande à la famille du malade d'apporter du papier toilette, qui manque aussi.

La tuberculose, le paludisme, des maladies qui avaient été oubliées, reviennent. Un accouchement coûte dans les 700 euros, sans la sécurité sociale. On a vu des cliniques garder des bébés en otage, jusqu'à ce que cette somme soit payée. On ne soigne plus les vieux pour un cancer. Les médecins gardent l'argent pour les plus jeunes. On dit qu'ils « jouent à Dieu ».

Cette vie touche la santé mentale des gens. Les suicides se sont multipliés par quatre. De plus en plus d'enfants sont en dépression, et pensent sans arrêt à la mort. Des familles ne survivent plus qu'avec la retraite des grands parents. Des jeunes couples au chômage se sentent des ratés, incapables d'élever leurs enfants comme ils ont été élevés, eux.

La société devient dure, sauvage. La violence

monte dans la rue, à l'école, dans la famille. Le chômage des jeunes dépasse les 60%. Beaucoup espèrent en l'extrême droite. Et l'extrême droite rend responsable les étrangers.

En France, en Allemagne, on nous dit que la Grèce a trop longtemps dépensé sans compter. Que ce soit vrai ou pas, le problème n'est pas là : avant la crise grecque de 2009, les banques françaises et allemandes ont proposé des crédits à la Grèce. Plein de crédits. On lui prêtait de l'argent pour lui vendre ensuite des tonnes d'armes, par exemple : la Grèce en est arrivée à dépenser pour sa défense deux fois plus que la France, en proportion !

La Société générale, le Crédit Agricole, BNP Paribas et les banques allemandes, ont tellement prêté à l'Etat grec - 50 milliards d'euros - qu'à un moment le monde des affaires s'est dit que la Grèce ne pourrait pas rembourser. Et ce sont ces banques, françaises et allemandes, qui sont devenues d'un coup suspectes, douteuses, allant à la faillite. Voilà d'où est venue la crise soi-disant « grecque ».

L'Etat français, l'Etat allemand, auraient pu alors donner de l'argent aux banques pour les sauver du danger. Mais cela se serait vu qu'on sauvait nos banques. Et le risque était grand qu'il y ait des réactions de la population.

Ils ont préféré soi-disant « aider la Grèce ». Ils l'ont obligé à accepter leur soit disant « aide » : des milliards qu'il faut évidemment rembourser, et qui finissent par revenir à nos banques. Avec des intérêts en plus, qu'elles empochent déjà. Avec des conditions terribles : baisses de salaires, licenciements, impôts, privatisations, pour que l'Etat trouve de l'argent. Et tout ce système est prévu de durer jusqu'en 2054 !

Cette dette épuise la population, elle est insupportable : il faut exiger de l'annuler !

3/7/2016

L'Ouvrier n° 286

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org